

« Mon cher camarade, retenez bien ceci : la France et le Piémont se battront contre l'Autriche, en Lombardie. L'empereur Napoléon III a un programme en deux chapitres :

« Premier chapitre. L'Italie libre des Alpes à l'Adriatique. — Deuxième chapitre. La rive gauche du Rhin restituée à la France. »

Ce prophète est mort général et sénateur du royaume d'Italie, après une existence pleine d'orages et de brouillards.

VIII

AUX CUIRASSIERS.

Notre brigade de Versailles. — Une revue à Satory. — Le brunissage. — Un pari. — Manœuvre impériale. — Souvenir d'Austerlitz. — Artilleurs frondeurs. — Un coup de clairon. — La guerre d'Italie. — Canrobert sauveur de Turin. — Guides et hussards. — La rentrée des troupes. — Aux lanciers. — Histoire d'une caisse.

Me voilà donc colonel de cuirassiers; et quiconque a pénétré dans l'âme d'un soldat, quiconque sait, par conséquent, ce qu'il y a de naïf, et même d'un peu enfantin, dans cette âme, pensera déjà que j'étais à la fois heureux et fier de cette situation nouvelle, justement parce qu'elle faisait contraste, d'une manière saisissante, avec toutes celles que j'avais occupées jusque-là. Lorsque je dis adieu à mes petits chevaux barbes qui cabriolaient sous moi, pour enfourcher un grand destrier à l'encolure puissante, à la croupe monumentale; lorsque sur mon front, habitué au turban, au képi et au léger talpack, j'assurai le grand casque surmonté de l'aigrette blanche et d'où pendait la crinière légendaire, noir vestige des grands cheveux de nos aïeux allant au combat; lorsque je sentis sur mon torse, à la place des souples étoffes d'autrefois, la lourde caresse d'une carapace d'acier, à l'intérieur matelassé; lorsque dans ma main flamboya la latte immense, non seulement j'oubliai,

je trouvai ridicules les plaisanteries de la cavalerie légère à l'adresse de la grosse cavalerie, mais, avec cette coquetterie que les militaires empruntent aux femmes, j'aurais voulu avoir une glace pour me voir, des sabots de mon cheval à la pointe de mon aigrette, convaincu que je ressemblais, d'un peu loin peut-être, au dieu Wotan.

La division de cavalerie de l'armée de Paris à laquelle appartenait mon nouveau régiment était, comme celle de la Garde, composée de trois brigades, de deux régiments chacune, que commandait le général d'Allonville.

La brigade de cavalerie légère, sous les ordres du général de Noüe, était à Paris. A Versailles, se trouvaient les deux autres brigades : celle des carabiniers, commandée par le général Gaudin de Villaine, un spécialiste de l'instruction théorique, et celle des cuirassiers (1^{er} et 4^e régiments), commandée par le général Dubern, vieil Africain que j'avais vu pour la première fois, en 1835, capitaine adjudant-major au 2^e de chasseurs d'Afrique. Le chef d'état-major de la division était le colonel Jarras. C'était un des favoris du maréchal de Mac Mahon, qui savait bien placer ses préférences, car la plupart de ses subordonnés ont fait une grande fortune militaire, et qui l'appréciait beaucoup pour ses qualités d'ordre, de méthode et de ponctualité. Nous retrouverons plus tard le colonel, devenu général, comme chef d'état-major général du maréchal Bazaine à Metz, et tenu systématiquement à l'écart des projets et du programme ténébreux de son chef, par conséquent dégagé de toute responsabilité, ainsi qu'en fait foi un très intéressant ouvrage publié d'après ses notes posthumes (1).

(1) *Souvenirs du général Jarras, chef d'état-major général de l'armée du Rhin (1870)*, publiés par Mme Jarras. Un vol. in-8°, accompagné d'une carte. Librairie Plon.

J'avais pour collègues à Versailles, dans la cavalerie : au 1^{er} de carabiniers, le colonel Becquey-Beaupré, le portrait de Henri IV. Il arriva malheureusement à sa limite d'âge, parce qu'il était en retard de dix ans, les ayant perdus, de 1830 à 1840, aux genoux d'une femme célèbre à plus d'un titre. Son régiment passait pour le plus beau de l'armée française, et il est certain qu'avec ses cuirasses de cuivre, ornées d'un soleil d'argent, et ses casques à grande chenille rouge, il donnait un spectacle théâtral merveilleux, et avait l'air de sortir d'une féerie ;

Au 2^e de carabiniers, le colonel d'Oullembourg, un beau géant ;

Et enfin au 4^e de cuirassiers, qui faisait brigade avec mon régiment, le colonel Favas. Le colonel Favas avait été mon chef d'escadrons aux spahis, quand je fus nommé sous-lieutenant. Il m'avait reçu en cette qualité, devant le front de l'escadron. Je l'avais rattrapé dans le grade de colonel, qu'à son grand chagrin il croyait ne pas devoir dépasser. Il s'est retiré pourtant général de brigade et grand officier de la Légion d'honneur. Mais il se figurait être alors en pleine disgrâce, et il attribuait sa stagnation à ce que son régiment, à l'une des fameuses revues de Satory, en 1851, n'avait pas montré un enthousiasme suffisant. Pure imagination ! Car cette histoire, qu'il racontait volontiers avec tristesse, avait eu précisément pour acteurs lui, Favas, déjà colonel, et le général de division qui nous commandait, le général d'Allonville, alors colonel comme lui, et qui n'en était pas moins arrivé très rapidement au sommet de la hiérarchie. La voici :

On sait qu'aux approches du coup d'État, le président passa, sur le plateau de Satory, quelques revues historiques de l'armée de Paris. Au moment où les troupes prenaient leurs positions pour le défilé, un officier d'ordonnance du président de la République allait

dire à chaque commandant de corps : « Le Prince entendrait avec plaisir les troupes crier : Vive Napoléon ! » Les colonels, qui ne demandaient pas mieux, disaient un mot aux capitaines, et les soldats, qui, d'ailleurs, subissaient l'entraînement national, passaient avec des acclamations devant le futur empereur. Or, à une de ces revues assistaient le 5^e de hussards, en garnison à Versailles, commandé par le colonel d'Allonville, et le 4^e de cuirassiers, de passage à Versailles, se rendant à Meaux pour y tenir garnison, et commandé déjà par le colonel Favas. L'officier d'ordonnance du Président, le colonel Edgar Ney, vint faire au colonel des hussards la communication habituelle.

— Est-ce un ordre que vous êtes chargé de me transmettre ? lui répondit le colonel d'Allonville.

— Nullement ; c'est une simple invitation de la part du Prince.

— Eh bien, je n'ai pas de communication à recevoir directement du Président. Je suis sous les ordres d'un général ; je n'obéis qu'à lui.

L'aide de camp alla aux cuirassiers, et le colonel Favas, qui avait entendu la réponse de son collègue, la reproduisit textuellement. Les deux régiments défilèrent dans un silence profond, qui contrastait avec les manifestations d'enthousiasme des autres corps. Résultat : le lendemain, le 5^e de hussards était envoyé à Limoges, et le 4^e de cuirassiers recevait l'ordre de continuer sa route jusqu'à Maubeuge.

Peu de temps après, le général Changarnier perdit le commandement de l'armée de Paris, et le général de Saint-Arnaud devenait ministre de la guerre. Le premier soin du ministre fut, naturellement, de choisir des chefs militaires à toute épreuve, en vue des événements qui se préparaient, et il proposa nettement de nommer le colonel du 5^e de hussards général, commandant la brigade de cavalerie de Versailles. Le Prince, qui se sou-

venait du silence significatif gardé par le régiment, à Satory, hésitait à signer cette nomination, que le général de Saint-Arnaud emporta, cependant, en déclarant qu'il répondait de d'Allonville, corps pour corps.

A quelques jours de là, le nouveau général d'Allonville, traversant le jardin des Tuileries, sentit une main qui lui touchait l'épaule, et, se retournant, reconnut le général Changarnier.

— D'Allonville, lui dit le général, votre attitude à Satory nous prouve que nous pouvons compter sur vous, n'est-ce pas ?

— Mon général, répondit d'Allonville, à Satory, j'étais sous vos ordres, prêt à faire tout ce que vous me commanderiez. Je n'ai pas changé. Aujourd'hui, vous n'êtes plus mon chef, j'en ai un autre et je suis prêt à lui obéir aveuglément. Ceci dit, pour qu'il n'y ait pas d'équivoque entre nous, n'est-ce pas ?

Le général Changarnier avait compris et n'insista plus.

J'ai dit quelle joie m'avaient causée ma nomination de colonel et ma nouvelle situation à la tête d'un corps bardé de fer. Cette joie fut bientôt doublée par la fréquentation des braves gens dont j'étais devenu le chef. Je tombais au milieu d'une vraie famille d'êtres bons, doux, faciles à commander. Je ne retrouvais plus, il est vrai, parmi eux l'esprit d'aventure auquel j'étais habitué, depuis mon entrée au service. Il était visible qu'ils avaient de la vie militaire un idéal tout à fait différent du mien. Ainsi la guerre, ce but constant vers lequel doivent tendre tous les efforts des gens qui servent, n'entrait presque jamais ni dans leurs calculs, ni dans leurs prévisions. Les régiments ont un esprit, un caractère, une âme comme les hommes. Et un régiment de cuirassiers, à cette époque, adapté depuis si longtemps à la vie de garnison, était une sorte de mécanique montée comme une horloge, accomplissant

invariablement les mêmes travaux aux mêmes jours de l'année, remplie d'hommes qui m'auraient pris pour un fou, si j'avais voulu leur faire faire le 30 avril ce qu'ils avaient l'habitude d'exécuter le 1^{er} mai, ne demandant d'ailleurs qu'à m'adorer, comme ils avaient adoré mon prédécesseur, et comme ils devaient adorer mon successeur, à condition que jamais une virgule ne fût changée sur le tableau du travail.

Les cuirassiers ont prouvé depuis qu'en eux l'héroïsme ne demandait qu'à s'éveiller. Pourtant, leur éducation était tout entière dirigée vers la parade, et comme, depuis un temps immémorial, ils n'avaient pas fait campagne, puisque Waterloo avait marqué leur dernière charge, l'état de guerre leur semblait absurde, anormal, invraisemblable. Un détail donnera mieux que toutes les phrases une idée juste de ces singulières mœurs militaires : dans tous les régiments de cuirassiers, on passait un temps infini à se livrer à une opération qu'on appelait le brunissage des cuirasses et des casques, et qui consistait à polir ces deux pièces d'armurerie, au moyen du petit instrument dont se servent les bijoutiers. Dans chaque escadron, un certain nombre d'hommes ne faisaient pas autre chose. Cela ne servait à rien, pas même pour la parade, car, un jour de revue, à quinze pas, il était impossible de distinguer un régiment, dont les cuirasses étaient brunies, d'un autre qui aurait entretenu ses cuirasses en bon état, en les passant simplement à la brosse grasse. Mais cela avait l'inconvénient de transformer la moindre goutte de pluie en une tache de rouille, qu'il fallait faire disparaître à grand renfort d'« huile de coude », comme disent les troupiers. Et, comme l'entretien des casques et des cuirasses, dans de pareilles conditions, était à la fois difficile et coûteux, on ne s'en servait que le plus rarement possible. De sorte qu'en temps de paix, les hommes ne prenaient

même pas l'habitude de porter l'armement qui les distinguait et les spécialisait en temps de guerre. Je me révoltai contre cette coutume absurde et antiréglementaire, d'ailleurs, et je commençai par supprimer les brunisseurs et les brunissoirs. Ce fut une petite révolution parmi mes officiers, et un concert de bénédictions parmi les soldats.

J'avais pour lieutenant-colonel le plus galant homme de la terre, un être rempli de cœur et d'honneur : le colonel Robert de Saint-Vincent. Il n'était plus très jeune, car il avait bien quinze ans de plus que moi. Orné d'un gros ventre, affligé d'un commencement de surdité, pas joli joli garçon, mais célibataire endurci et fervent adorateur du beau sexe, il n'avait pas quitté un seul jour les garnisons de France, et j'admirais comment il avait pu rester si longtemps dans la cavalerie, sans savoir ce que c'était qu'un régiment. Je n'ai jamais vu un homme aussi embarrassé que lui en face d'une troupe, pour lui faire exécuter le moindre mouvement. Comme nos façons de comprendre le service étaient à l'antipode l'une de l'autre, ne nous rencontrant jamais, nous ne nous heurtions jamais. D'abord, je me serais fait un cas de conscience de troubler les habitudes invétérées qui le retenaient à Paris. Ensuite, quand, par hasard, il apparaissait au régiment, mon seul rôle consistait à calmer les colères épouvantables dans lesquelles il se mettait, au manège, où je le menais avec prévenance, afin de le faire assister au cours d'équitation, que je suivais moi-même très assidûment. Il ne s'inquiétait pas du tout, alors, de la façon dont les hommes montaient à cheval. Il regardait uniquement la petite aigrette qui surmonte le cimier des casques. En grande tenue, cette aigrette doit être découverte. A l'exercice, elle doit être protégée par un ruban de fil rouge. Si un cavalier avait oublié le ruban autour de l'aigrette, le bon Saint-Vincent entraînait

dans des fureurs bleues. Son cheval, qui n'avait que dans les très grandes circonstances l'honneur de le porter, avait été choisi avec discernement ; c'était une bonne grosse jument fermière qui ne se mettait à l'amble que lorsqu'elle avait un pouce d'acier dans chaque flanc. Elle fit cependant gagner un pari de cent louis au capitaine Follope contre son oncle, le général Morris, dont il était l'aide de camp.

Le colonel de Saint-Vincent m'avait quitté, pour entrer au 2^e régiment de cuirassiers de la Garde, où l'honorabilité parfaite de son caractère et l'élévation de ses sentiments, plus que l'éclat de ses services, l'avaient fait admettre. A l'inspection générale, le général Morris voulut l'apprécier comme manœuvrier. Le régiment manœuvrait au Champ de Mars, réservé, à cette époque, aux exercices de la garnison de Paris.

L'aide de camp Follope dit à son oncle :

— Pour celui-là, vous ferez ce que vous voudrez, mais je vous défie bien de le faire galoper.

— Le faire galoper ! répondit le général ; rien n'est plus simple ; tu vas voir.

— Je parie cent louis qu'il ne galopera pas.

— Tiens-les prêts, mon garçon ; ils sont perdus. Colonel, vous allez mener votre régiment jusqu'au pont d'Iéna. Là, vous exécuterez un demi-tour, et vous ferez une marche en bataille au galop jusqu'à l'École militaire. Allez !...

Puis, se tournant vers son neveu, le général ajouta :

— C'est bien le diable s'il n'est pas emporté par les autres.

— C'est ce que nous allons voir, répondit Follope.

Le bon Saint-Vincent mène son régiment, en ayant soin de rester le plus possible en arrière, pour gagner du terrain au retour. Quand il voit les cuirassiers au pont, il commande le demi-tour et la marche en avant au galop. Quant à lui, il prend le petit trot qu'il affecte

tionnait de concert avec son cheval, se laisse dépasser par la charge, et, comme les cuirassiers arrivent bien vite hors de portée de la voix, il fait sonner halte ! par son trompette d'ordonnance, continue la marche pour son compte, s'arrête devant le général et, le saluant du sabre, lui dit :

— Voilà, mon général.

— Merci, colonel. Follope, tu as gagné tes cent louis.

En rentrant, le général proposa l'admission du lieutenant-colonel dans la gendarmerie. Mais cette arme déplaisait au bon Saint-Vincent. Il avait ce préjugé, de considérer un colonel de gendarmerie comme une sorte d'agent de police.

— Je ne veux pas, disait-il, porter un uniforme qui obligerait les gens à cesser leur conversation, quand je paraîtrais dans un salon.

Il préféra prendre sa retraite.

Mon corps d'officiers contenait peu de sujets destinés à une brillante carrière. Un seul, un sous-lieutenant, sorti de l'École militaire, peu de temps avant mon départ du régiment, est arrivé au grade d'officier général. Je dois cependant faire une exception pour de Neverlée, qui servait sous mes ordres et qui, lui, était destiné par des qualités éminentes aux plus hauts grades. Il était bien un peu écervelé, et je lui infligeais par-ci par-là quelques jours d'arrêt. Mais quel caractère et quel cœur ! Il avait dans les veines un sang trop chaud pour languir dans les garnisons. Il lui fallait la guerre, les aventures, le plein air. Il fit, comme officier d'ordonnance du général Jamin, la campagne de Chine et, comme officier d'ordonnance du général Ducrot, toute la guerre de 1870. Il était à Reischaffen, à Sedan, au siège de Paris. Il fut tué à Champigny avec son camarade Franchetti. J'ai gardé de lui le souvenir le plus tendre.

La réunion à Versailles d'une aussi nombreuse cavalerie amenait naturellement des manœuvres d'ensemble, comme dans un camp d'instruction. Elles avaient été inaugurées par le général Korte qui commanda, le premier, la division et que nous avons déjà vu comme colonel du 1^{er} de chasseurs d'Afrique. Ancien soldat du premier Empire, brigadier de hussards à Austerlitz, Korte avait figuré dans ces héroïques escadrons qui, sous la conduite des Lasalle, des Montbrun, des Kellermann, des Sainte-Croix, etc., arrachaient à nos ennemis eux-mêmes des cris d'admiration. Il en avait rapporté des allures froides, méthodiques, et un respect aveugle pour l'instruction professionnelle, qu'il avait acquise sous des maîtres aussi illustres. C'était le grand pontife du règlement. On avait toujours recours à lui pour en expliquer les mystères, qu'il était porté à compliquer encore, afin de rendre ses oracles encore plus inaccessibles. Le général d'Allonville était plus fantaisiste. Il était loin d'avoir ses talents professionnels, mais il possédait les qualités maîtresses du chef de cavalerie : l'audace, la promptitude de décision et l'élan communicatif. Chétif, malingre, d'une santé douteuse, il avait le commandement inégal, attribuant quelquefois une importance exagérée aux moindres fautes, pour fermer, le lendemain, les yeux sur des erreurs plus graves. J'ai manœuvré pendant deux ans sous ses ordres, en division, sur le plateau de Satory; je n'ai pas vu une seule séance se terminer sans qu'elle ait été signalée, tant nos manœuvres étaient compliquées, par des erreurs qui, à la guerre, auraient eu les conséquences les plus graves. J'adorais ces manœuvres à cause même de leurs difficultés et encore qu'elles me parussent, pour la plupart, inapplicables au combat. C'était pour moi une sorte de carrousel d'autant plus amusant qu'il était plus difficile.

De toutes les conditions que le célèbre prince de

Ligne imposait aux jeunes gens qui se prétendent animés de la vocation militaire, il en est au moins une que je remplissais, car, toutes les nuits, je me relevais pour aller consulter le ciel, comme on fait à la veille d'une partie de fête, et pour m'assurer que le mauvais temps n'empêcherait pas mon régiment de manœuvrer le lendemain matin. Une de ces manœuvres mérite d'avoir sa place ici.

L'empereur Napoléon III avait la passion du soldat, et ne négligeait aucune occasion d'être au milieu de ses troupes; et ce goût instinctif était encore accru par la nécessité où il se trouvait de se préparer au rôle que lui ménageait une guerre future, prochaine, déjà résolue dans sa pensée. Au printemps de 1858, il eut l'idée de faire manœuvrer, directement et à sa voix, la division de cavalerie de Versailles. Donc, un beau matin, les deux régiments de carabiniers et les deux régiments de cuirassiers quittèrent Versailles, pour se rendre sur le terrain de Bagatelle, où les attendaient les deux régiments de cuirassiers de la Garde. En route, les colonels avaient reçu un petit programme de la manœuvre et la nomenclature détaillée des mouvements qui devaient être exécutés. Toute manœuvre de cavalerie pivote autour de l'un des quatre thèmes suivants : passer de l'ordre en bataille à l'ordre en colonne; marcher en colonne; passer de l'ordre en colonne à l'ordre de bataille; marcher en bataille. Sur ces quatre thèmes, le règlement de 1829 développe des combinaisons qui exigent non seulement une grande correction dans leur exécution, mais un terrain approprié à leur application.

Quand les six régiments furent réunis, l'Empereur prit le commandement direct de la manœuvre. Les règlements ont organisé une école d'intonation, qui a pour but d'apprendre aux officiers à scander et à rythmer les commandements, afin qu'ils soient partout uniformes. L'Empereur avait négligé d'aller à cette école-

là. Aussi, bien que sa voix fût très forte, et bien que nous tendissions les oreilles, ses commandements nous surprirent, et nous eûmes toutes les peines du monde à les comprendre. Au commencement, cela ne marcha pas trop mal. Mais, quand on prit les allures vives, le bruit des chevaux, les fracas de l'acier froissé couvrirent la voix impériale. Le terrain n'étant plus assez vaste pour notre développement, il fallut modifier le programme. Une première faute, difficile à réparer quand on est lancé au galop, en amena d'autres. La confusion se mit dans cette masse de plus de trois mille sabres, et finalement un régiment de carabiniers fut obligé de s'arrêter devant la Seine, pour ne pas aller finir la manœuvre au fond de l'eau. Si, au lieu de quelques pêcheurs à la ligne, nous avions eu devant nous l'ennemi, nous aurions été anéantis. C'est pour cela qu'en présence de l'ennemi, toute manœuvre un peu compliquée doit être sévèrement proscrite.

Le maréchal Randon, qui s'intéressa toujours beaucoup à son arme d'origine, la cavalerie, avait, pendant son ministère, commandé au général Ambert un ouvrage où devaient être recherchés et commentés en détail les mouvements de la cavalerie, sur tous les champs de bataille modernes. Le général Ambert commença cet ouvrage, et il s'arrêta au premier volume, qui étudie, à ce point de vue spécial, les batailles de Zorn-dorff et d'Austerlitz. Il établit ce précepte : Toute manœuvre qui n'est point prompte, principalement celle qui prête le flanc, doit se faire en dehors de la sphère active de la cavalerie ennemie; car une troupe qui manœuvre se trouve toujours dans un état de faiblesse. Il faut qu'elle ne puisse être attaquée avant d'avoir eu le temps d'adopter une formation, qui lui permette de faire face à l'ennemi et de le charger.

Et le général Ambert cite l'exemple de la division Kellermann qui, à Austerlitz, oublia ce principe. Pour

ne pas être prise en flanc, elle exécutait un changement de front sur un escadron du centre, lorsqu'elle fut complètement culbutée, et forcée d'aller chercher un refuge derrière la division Caffarelli. Ce qu'il y a de piquant dans cette affaire, c'est que la division Kellermann fut mise en déroute par les dragons de Lichtenstein, auxquels, peu d'instant auparavant et dans des conditions identiques, elle avait elle-même infligé une déroute semblable, mais dont le chef venait de saisir, pour prendre sa revanche, l'occasion d'une faute analogue à celle qu'il avait commise lui-même. L'épisode n'eut, d'ailleurs, aucune influence sur l'issue de la bataille, gagnée d'avance par le génie de l'Empereur.

Déjà, sous le ministère du maréchal Soult, un simple major de cavalerie, nommé Ittier, avait eu l'idée de simplifier les évolutions et, à force d'instance et de persévérance, avait obtenu du maréchal l'autorisation d'expérimenter son système de manœuvre, avec deux régiments de cavalerie réunis à Versailles, sous les ordres du général de Mornay. Le major prit le commandement de la brigade et la fit évoluer avec un succès complet. Tout le monde était enchanté. A un repos entre deux séances, le colonel d'un des régiments, camarade d'école du général de Mornay, dont il était resté l'ami, s'approcha du général et lui dit : « J'espère bien que tu ne vas pas approuver cela, toi! — Pourquoi pas? — Mais, malheureux! si ces manœuvres sont adoptées, adieu notre supériorité; nous serons aussi bêtes que les autres. » Voilà l'argument qui a retardé de trente ans des réformes que le bon sens réclamait, et que je devais avoir l'honneur d'introduire dans la cavalerie française.

Mon séjour à Versailles m'apparaît à travers les brumes du passé comme un temps très heureux, non seulement à cause de cette agitation militaire qui me plaisait, mais aussi à cause de l'agréable vie sociale

dont elle était le piment. Nous avions avec nous un régiment de grenadiers et le bataillon du génie de la Garde. Nous avions, surtout, l'incomparable brigade d'artillerie dont le général Lebœuf venait de céder le commandement au général de Sévelinges, et dont les deux colonels étaient, pour le régiment à cheval, le colonel de Rochebouët, et pour le régiment monté, le colonel Ollier, gendre du maréchal Magnan.

Ses officiers, tous triés sur le volet, presque tous riches, presque tous beaux, tous élégants, étaient sous le ravissant uniforme gros bleu et or d'une irrésistible séduction. Les dames se les arrachaient positivement, et se battaient pour eux. C'était à se demander si on n'aurait pas dû mettre la vertu de chacun d'eux sous la sauvegarde d'un factionnaire. Il doit y avoir encore, à l'heure où j'écris, de vieux généraux d'artillerie qui caressent, sous leurs cheveux gris, le fantôme ravissant et parfumé d'innombrables aventures d'amour, dont fut émaillée leur existence de lieutenant, à Versailles. Tout ce monde vivait vertigineusement, gaiement et librement. On aurait même cru que la liberté, encore proscribede nos institutions politiques, s'était réfugiée au mess des artilleurs de la Garde. Il était de tradition qu'on y pouvait dire tout ce qui vous passait par la cervelle et n'y ménager personne, pas même l'Empereur. En veut-on un exemple? Il est postérieur aux jours que je raconte, mais bien typique.

C'était en 1866, au camp de Châlons où, pour la seconde fois, la Garde se trouvait réunie. On venait d'apprendre la paix de Nicholsbourg, qui mettait fin à cette admirable campagne de Bohême où la Prusse venait d'écraser l'Autriche, et, au mess des artilleurs, deux capitaines d'artillerie à cheval discutaient l'attitude de la France, en face de cet événement qui changeait l'Europe. L'un d'eux blâmait avec ardeur la politique d'abstention de l'Empereur. L'autre la soutenait,

avec non moins de conviction. Un chef d'escadron intervint : « Vous avez tort, mon cher, dit-il au premier capitaine. Vous avez tort de blâmer l'Empereur. Voyez ce qu'il a fait pour l'Italie. Voyez ce qu'il vient de faire pour la Prusse. Il n'y a pas de raison pour qu'il n'en fasse pas autant pour la France, quand il aura la fantaisie de s'occuper d'elle. »

On rit de la boutade, et la discussion s'arrêta. C'est qu'à cette époque, encore plus que maintenant, les artilleurs et les sapeurs, imbus de l'esprit de l'École polytechnique dont ils sortaient presque tous, étaient des libéraux, pour ne pas dire des frondeurs. On leur laissait la bride sur le cou, parce qu'on savait que leurs opinions ne nuisaient en rien à leur valeur militaire ni à leur loyalisme. Hélas ! on ne peut songer sans d'amers regrets que toute cette ardente et patriotique jeunesse, si digne de commander ce superbe corps d'élite, a été, pour ainsi dire, inutilisée, aux jours sombres de nos cruelles épreuves. Mon brave régiment de cuirassiers a pu prouver, en chargeant à Reischoffen, que les longs loisirs de la paix n'avaient pas épaissi dans ses veines le sang qu'il versa généreusement. Mais cette admirable artillerie de la Garde ! Elle passa presque toute de la vie de garnison dans la vie de captivité, sans avoir subi autant d'épreuves qu'elle en demandait, et sans avoir pu montrer sur les champs de bataille tout l'héroïsme qu'elle avait dans l'âme.

On pense bien que, tout en tenant garnison paisible à Compiègne, au camp de Châlons, à Fontainebleau, avec les chasseurs de la Garde, et à Versailles, comme colonel de cuirassiers, je n'étais pas devenu subitement indifférent aux choses de cette Algérie où j'avais vécu vingt ans. Aussi, je suivais d'un œil attentif les changements considérables survenus sur ce premier théâtre de ma vie militaire. Quand j'étais parti, le peuple arabe était à peu près complètement pacifié, sauf en

Kabylie. Les montagnes encore inviolées du Djurjura paraissaient le dernier refuge de l'indépendance. On avait mordu sur les bords du massif, sans pénétrer jusqu'à son cœur. Au printemps de 1857, le maréchal Randon avait enfin obtenu la permission de lancer sur la Kabylie trois divisions, vingt-cinq mille hommes, commandés, sous ses ordres, par les généraux Renault, de Mac Mahon et Yusuf, et, le 23 mai, il avait averti ses soldats que l'heure des combats avait sonné, en leur adressant ce bel ordre du jour :

« SOLDATS,

« Je vous disais naguère : Au printemps prochain, nous reviendrons poursuivre notre œuvre.

« La volonté de l'Empereur, les instructions du ministre m'ont permis de tenir ma promesse.

« Demain, nous attaquerons la plus puissante tribu de la Kabylie. Elle se défendra bravement. J'y compte.

« Votre gloire n'en sera que plus grande. Des chefs habiles vous dirigent. Le succès n'est pas douteux.

« Obstacles, dangers, fatigues, tout s'efface devant votre ardeur. Marchez ! et bientôt votre cri de victoire retentira sur le sommet des montagnes. »

Les troupes firent de ces promesses une réalité. Elles pacifièrent brillamment toute la Kabylie. L'Empereur, alors, substitua le régime civil au régime militaire, créa le ministère des colonies, qu'il donna à son cousin, le prince Napoléon, supprima le gouvernement général, rappela le maréchal Randon, et nomma le général de Mac Mahon commandant en chef des forces de terre et de mer. Malgré les bonnes intentions du Prince, ce changement de régime ne produisit pas grand'chose de bon. Et il fallait s'y attendre, car il était impossible de gouverner de Paris une colonie comme l'Algérie, sans en paralyser l'essor. Le prince Napoléon, dégoûté,

se retira bientôt, passant la main au marquis de Chasseloup-Laubat, qui ne devait pas mieux réussir que lui. D'ailleurs, l'attention du public et la mienne allaient être reportées sur des sujets bien plus palpitants.

Le 1^{er} janvier 1859, un coup de clairon réveilla la France. Ce fut l'apostrophe historique adressée par l'Empereur au baron de Hübner, ambassadeur d'Autriche, à la réception du corps diplomatique. On a dit que de la bombe d'Orsini était sortie la guerre d'Italie, et que de la guerre d'Italie était sortie toute la série des événements européens qui ont amené nos désastres de 1870. C'est un point que l'Histoire impartiale, s'il doit jamais y avoir une Histoire impartiale, élucidera peut-être un jour. Mais, sans nier l'influence que le monstrueux attentat d'Orsini put avoir sur les résolutions définitives de l'Empereur, il est bien certain qu'elles étaient préparées déjà, non seulement par ses péchés de jeunesse et son affiliation au carbonarisme, mais encore par ses engagements antérieurs vis-à-vis du gouvernement sarde, et surtout par les intrigues infatigables de M. de Cavour, qui voulait obliger l'Autriche à sortir de la politique de patience qu'elle avait adoptée, pour obliger la France à intervenir. Il est non moins certain que les amis les plus dévoués de l'Empire, et presque toutes les chancelleries européennes, voyaient avec appréhension un choc qui allait ébranler le vieil édifice européen.

Est-il permis d'affirmer que l'unité allemande, sous l'hégémonie prussienne, a été la conséquence directe de l'unité italienne ? J'en doute. Cette unité était une thèse qu'on professait, depuis 1807, dans toutes les universités allemandes. Elle avait failli se transformer en réalité, en 1849, si les préjugés féodaux du roi Frédéric-Guillaume IV ne l'avaient pas porté à refuser la couronne impériale que lui offrait le parlement d'Erfurt.